

Unité inter-départementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 MANOSQUE

MARSEILLE, le 23/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ARKEMA France**

Usine de St Auban  
04600 CHATEAU ARNOUX ST AUBAN

SPR/UICPE/JN/n° 255-2023

Code AIOT : 0006400825

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2022 dans l'établissement ARKEMA France implanté Usine de St Auban 04160 CHATEAU ARNOUX ST AUBAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA France
- Usine de St Auban 04160 CHATEAU ARNOUX ST AUBAN
- Code AIOT : 0006400825
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine ARKEMA a pour principale activité la fabrication du solvant chloré T111 (1,1,1, trichlorométhane). Il s'agit du seul fabricant européen de cette matière première, utilisée ensuite à l'usine d'ARKEMA de Pierre Bénite (69). Cet établissement incinère également des résidus chlorés et produit du chlorure d'hydrogène anhydre et en solution (acide chlorhydrique). Deux chaudières sont exploitées sur le site : l'une fonctionnant au gaz naturel, et l'autre au gaz naturel et à l'hydrogène).

Le site est classé SEVESO Seuil Haut et relève de la directive IED.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan d'Opération Interne

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 5. Gestion des situations d'urgence	/	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
3	Exercices et mise à jour POI	Code de l'environnement du 07/07/2022, article article R.515-100	/	Sans objet
4	Déclaration des incidents/accidents	Code de l'environnement du 07/07/2022, article article R.512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Arkema Château-Arnoux-Saint-Auban est bien organisé pour la gestion des situations d'urgence. Cependant, le POI devra être mis à jour une fois que les révisions des études de dangers, en cours de finalisation, seront terminées. Le POI est fréquemment testé et les exercices donnent lieu à une analyse et un compte-rendu qui permettent de mettre en place des plans d'actions qui sont suivis par la suite. Lors de ces exercices, les services de l'Etat doivent être contactés et les fiches G/P doivent leur être transmises.

### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Gestion des situations d'urgence</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 5. Gestion des situations d'urgence
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS - Procédures situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Une astreinte est mise en place toutes les semaines du vendredi au vendredi sur le site d'Arkema Château-Arnoux-Saint-Auban. Toutes les semaines, chaque personne d'astreinte se voit attribuer une fonction : DOI, coordination (assurer le contact avec les pompiers internes depuis le PC Exploitation), chef d'intervention (un pompier), logistique/communication (spécialisé HT/BT), service technique, TA/TE &amp; technipipe TA/TE, représentant fabrication Arkema, responsable fabrication Kem One et secrétaire (laboratoire de chimie). Il existe aussi une astreinte électricité/instrumentation.</p> <p>En fonction de l'évènement, le DOI décide des personnes à mobiliser pour le gérer. Les personnes pouvant être DOI sont certains chefs de service (8 personnes) et le directeur. Pour l'instant, le directeur n'est pas encore DOI car trop récent dans l'établissement. Pour être d'astreinte, il y a un parcours de formations à réaliser. Par exemple, la liste des formations à suivre pour être DOI est présentée lors de l'inspection : connaissance POI, PCEx, participation à un exercice POI par an, connaissance PSI, montage de la torche (facultatif), 2 prises d'astreinte en double, communication en cas de crise, media training, gestion d'un sinistre, transaid, feraid, sitac. Un tableau de suivi trace la réalisation des formations de chaque personne. Les personnes d'astreintes doivent pouvoir être présentes en moins d'une heure sur site.</p> <p>Il existe des classeurs dédiés à chaque fonction au PC Ex. Le DOI a également une version de ce classeur avec lui en permanence. Ces classeurs comportent notamment des fiches réflexes. Cela n'a pas été vu lors de l'inspection.</p> <p>Un groupe de pompiers est présent en permanence sur site en 5x8 avec toujours un minimum de 2 personnes présentes. De plus, 1 pompier Kem One et 1 pompier Arkema sont présents. Au final il y a toujours 4 pompiers sur site.</p> <p>Au poste de garde, les agents sont formés « stationnaire » c'est-à-dire à tout ce qui est lié aux alertes (numéro 112) : contact du DOI, envoi des messages etc. Des procédures cadrent leurs actions.</p> <p>Arkema indique être en train d'analyser le retour d'expérience afin de clarifier dans quels cas déclencher le POI ou non. Pour le moment, il n'y a pas de règles précises. Dans le doute, Arkema déclenche le POI et, en fonction de l'évènement, décide s'il est nécessaire de le maintenir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 2 : Plan d'Opération Interne</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Données et informations devant figurer dans le POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p><b>Constats :</b> La version du POI en vigueur, transmise à la DREAL PACA, est celle du 04/10/2021. Il s'agit d'un POI commun Kem One et Arkema. De plus, ce POI prend en compte le compresseur de Total et Corsica Sole présents sur le site Arkema : les scénarios d'accident sont intégrés dans le POI. Arkema indique que le POI va évoluer en 2023 avec les nouvelles EDD en cours de finalisation. Le nouveau POI prendra également en compte les produits de décomposition en cas d'incendie et la remise en état après un accident. Dans la version actuelle du POI, le numéro d'urgence est le 18 mais ce numéro a changé il y a un mois. Le nouveau numéro (112) est bien indiqué dans les vidéos et formations lors de la première arrivée sur site.</p> <p>Arkema indique que les scénarios d'accident sont regroupés dans le POI par type d'incident identique (« scénarios équivalents ») et le retour d'expérience. Il peut y avoir des fiches scénarios POI qui ne sont pas dans les EDD car il s'agit de plusieurs scénarios EDD regroupés dans un scénario POI. Une fiche spécifique est faite pour chaque scénario. Lors de l'inspection, l'exemple de la fiche « perte de confinement de la ligne d'hydrogène alimentant la chaudière » est présenté. La fiche présente notamment le produit, la localisation, le nom des scénarios EDD, les risques, les caractéristiques du produit, les effets, l'équipe d'intervention, les EPI, les moyens de secours mobile, la stratégie d'attaque.</p> <p>Le POI présente également les moyens de secours matériels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rideaux d'eau fixes testés régulièrement par les services incendie,</li> <li>- moyens en eau (canal de Manosque),</li> <li>- lances monitors,</li> <li>- mousse,</li> <li>- extincteurs, douches de sécurité,</li> </ul>

- camions (9000L d'eau, 9000L d'émulseur, 12000L pur d'émulseur).
<b>Observations :</b> Le POI devra être mis à jour une fois que les révisions des EDD en cours de finalisation seront terminées, pour prendre en compte notamment les résultats des nouvelles modélisations des phénomènes dangereux conformes aux pratiques actuelles (notamment modélisation sur 1 heure au lieu de 30 minutes), ainsi que les modifications récentes ou à venir du site (nouvelles MMR, etc). Les éléments mentionnés par l'exploitant devront également être intégrés (nouveau numéro d'urgence, produits de décomposition en cas d'incendie et remise en état après un accident).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 3 : Exercices et mise à jour POI</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/07/2022, article article R.515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices et mise à jour POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p> <p><b>Constats :</b> 5 exercices POI par an sont réalisés afin que chaque équipe d'exploitation participe à au moins 1 exercice. Un exercice par an est réalisé de nuit. Arkema indique qu'il y a eu également 1 exercice PPI en 2018. Arkema essaie d'organiser un exercice par an avec la participation du SDIS. Le tableau de suivi des exercices POI 2022 est présenté : l'inspection des installations classées constate qu'en 2022 il y a bien eu un exercice sur le site Total, intégré au POI.</p> <p>Les scénarios réalisés lors des exercices sont choisis par l'animateur sécurité Arkema. Une semaine avant chaque exercice, une fiche de préparation est remplie par un groupe de personnes dont cet animateur sécurité afin de se préparer. Le document de préparation de l'exercice du 23 juin 2022 est présenté lors de l'inspection. Il s'agissait du scénario « fuite en phase liquide lors d'un transfert de wagon de T111, repéré par le chef de manoeuvre » au niveau du secteur BCU atelier Moyen. La personne de l'accueil qui sera présente lors de l'exercice est également informée une semaine avant.</p> <p>Le compte rendu de l'exercice de juin 2022 est également présenté : il indique que le numéro de la DREAL est manquant et que le robot d'alerte n'a pas fonctionné. L'inspection constate que les fiches G/P ne sont pas transmises lors des exercices et que la DREAL et la préfecture ne sont pas contactées.</p> <p>Le compte rendu de l'exercice d'avril 2022 est également présenté : scénario feu de cuvette enflammée. Cet exercice a fait ressortir notamment la nécessité de modifier les plans du POI. La réalisation des actions est suivie via un logiciel nommé « impact » qui répertorie tous les événements du site.</p> <p>Les dates de mises à jour du POI sont présentées : le document est bien mis à jour tous les 3 ans sauf entre 2012 et 2016.</p> <p><b>Observations :</b> Les fiches G/P doivent être renseignées et transmises aux services de l'État lors de la réalisation des exercices. Les services de l'État doivent être contactés lors des exercices POI.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

<b>N° 4 : Déclaration des incidents/accidents</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/07/2022, article article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des incidents/accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p><b>Constats :</b> La fiche G/P est présentée lors de l'inspection. Il s'agit bien de la dernière version transmise par la DREAL PACA. Comme indiqué au point de contrôle n°3 de ce rapport, cette fiche doit être remplie et transmise aux services de l'État lors de la réalisation des exercices et lors des déclenchements des POI.</p> <p>L'Inspection des Installations Classées rappelle que l'information des services de l'État et la transmission de la fiche G/P doivent être effectuées lors de la survenue d'un accident majeur, d'un accident ou d'un incident.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet